

Deuxièmement, je rappelle également à l'honorable député que, depuis le creux de la récession, le groupe qui a connu la croissance la plus rapide de l'emploi, celui qui a réussi à aller plus loin que là où il était au moment de la récession, ça a été les femmes. D'après les derniers chiffres que j'ai lus, les femmes ont récupéré environ 120 p. 100 des emplois qu'elles avaient perdus au moment de la récession. Alors, de tous les groupes dans la société, celui que la politique économique du gouvernement a le plus aidé à cet égard a été celui des femmes qui ont connu une croissance du nombre des emplois plus considérable que n'importe quel autre groupe de la société, et ce durant ces derniers mois.

[Traduction]

LES ALIMENTS DISTRIBUÉS PAR LA BANQUE DES VIVRES DE VANCOUVER

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, je voudrais poser quelques questions au ministre des Finances au sujet du chômage qui demeure élevé et qui a des répercussions catastrophiques sur les Canadiens. Je voudrais donner aux chiffres une certaine dimension humaine. J'ai soumis au ministre une liste que m'a fait parvenir l'un de mes électeurs de Vancouver, un employé du bâtiment au chômage, chef de famille, qui a dû s'adresser à la banque des vivres. Cette liste énumère les aliments destinés à faire vivre une famille de cinq personnes pendant une semaine. Le ministre pourrait-il me dire ce que je dois répondre à mon électeur?

• (1130)

Le ministre pourrait-il vivre en ne consommant que les produits figurant sur cette liste, à savoir: Deux pains, huit muffins, six carottes, deux oignons, une boîte de repas Kraft, une boîte de thon, une boîte de soupe poulet et nouilles, une boîte de haricots au porc, un petit pot de beurre d'arachides, deux paquets de soupe aux nouilles japonaises, une boîte de poires, une boîte de maïs en crème et un paquet de flocons de pommes de terre? Le ministre pourrait-il me dire quelles perspectives d'emploi je suis censé faire miroiter à mon électeur? Pourrait-il lui-même exister avec un pareil régime pendant une semaine?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, mon honorable collègue devrait dire à son électeur que c'est la faute à la politique du gouvernement créditiste de la province, qui se rapproche grandement de celle des conservateurs fédéraux. Comme le député le sait, en vertu de notre constitution, ce sont les gouvernements provinciaux, qui déterminent l'aide accordée aux personnes visées par le Régime d'assistance publique du Canada ou prises en charge par le bien-être social. Nous payons la moitié de l'aide que dispensent les gouvernements provinciaux. C'est leur responsabilité. En vertu de la Constitution, cette tâche ne nous incombe pas directement. Nous ne faisons que payer la moitié de l'aide fournie.

Si mon collègue peut convaincre le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique d'augmenter de façon appréciable les sommes versées au titre du bien-être social et d'améliorer le genre de programme dont il est question ici, le gouvernement fédéral sera disposé à payer la moitié des montants accordés. Hélas, le député le sait, le gouvernement fédéral n'a aucun pouvoir à cet égard.

Questions orales

LES AVANTAGES DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, je tiens à dire au ministre que sa réponse est pathétique. Les gens veulent des emplois et non la charité. Peu leur importe quel gouvernement a compétence en la matière.

Il est le ministre des Finances du Canada. Il nous a dit, ici-même, à plusieurs reprises que la situation s'améliorait. En réponse à une question des conservateurs aujourd'hui, il a déclaré que la relance se faisait plus forte. Qui profite de cette reprise? Vers quoi nous dirigeons-nous? Lorsqu'il nous a dit il y a deux mois que la conjoncture s'améliorait, était-il simplement stupide ou mentait-il?

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: J'opte pour la stupidité.

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, mon collègue se laisse certes emporter. Je ne m'abaisserai pas à son niveau. Je lui répète que je veux, avant tout, créer le plus d'emplois possible pour les Canadiens. Comme je l'ai déjà dit, nous devons nous assurer que nous sommes compétitifs et que nous avons des fondements solides nous permettant d'être efficaces, productifs et compétitifs sur les marchés mondiaux où la concurrence est acharnée. C'est là l'objectif de la politique que le gouvernement a adoptée dans ces deux derniers budgets: établir les fondements permettant à notre pays d'offrir aux Canadiens des emplois à plein temps, rémunérateurs et stables. Mon collègue doit comprendre que cela prend du temps et que nous ne pouvons sérieusement espérer réduire d'un seul coup le chômage.

La situation s'est bien améliorée en ce qui a trait à l'inflation et à l'augmentation de la productivité et la croissance de notre économie n'a rien à envier à celle de la plupart des autres pays industrialisés à l'heure actuelle. Cela devrait, je le répète, entraîner une baisse du chômage pendant l'année en cours.

L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ—L'INCIDENCE SUR L'EMPLOI

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, je dois dire au ministre que mon électeur ne peut pas se rendre à Paris. Il doit s'approvisionner à la banque de vivres de Vancouver.

Le ministre prétend que la productivité augmente. Il l'a prétendu à deux reprises à la Chambre ajoutant qu'il s'attendait à ce que le chômage diminue. Au nom de ce travailleur du bâtiment de ma circonscription, j'aimerais demander au ministre quand sa prédiction va se réaliser, ce qui permettrait à ce chômeur de trouver un emploi. Si la productivité augmente à ce point, pourquoi ne crée-t-elle pas des emplois au lieu de permettre à la banque de vivres de leur distribuer simplement du beurre d'arachides et une demi-douzaine de carottes?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, je vais tenter d'expliquer au député ce que c'est que la productivité. Notre productivité augmente quand nous arrivons à produire des biens à meilleure prix. Nous allons même arriver à produire plus de biens qu'auparavant et à meilleur prix. Nous allons avoir des usines qui produisent davantage et qui sont mieux équipées, et où les travailleurs produisent davantage. C'est ce qui se produit à l'heure actuelle. Cela signifie que nous serons plus en mesure de soutenir la concurrence et de vendre nos produits tant au Canada qu'à l'étranger.